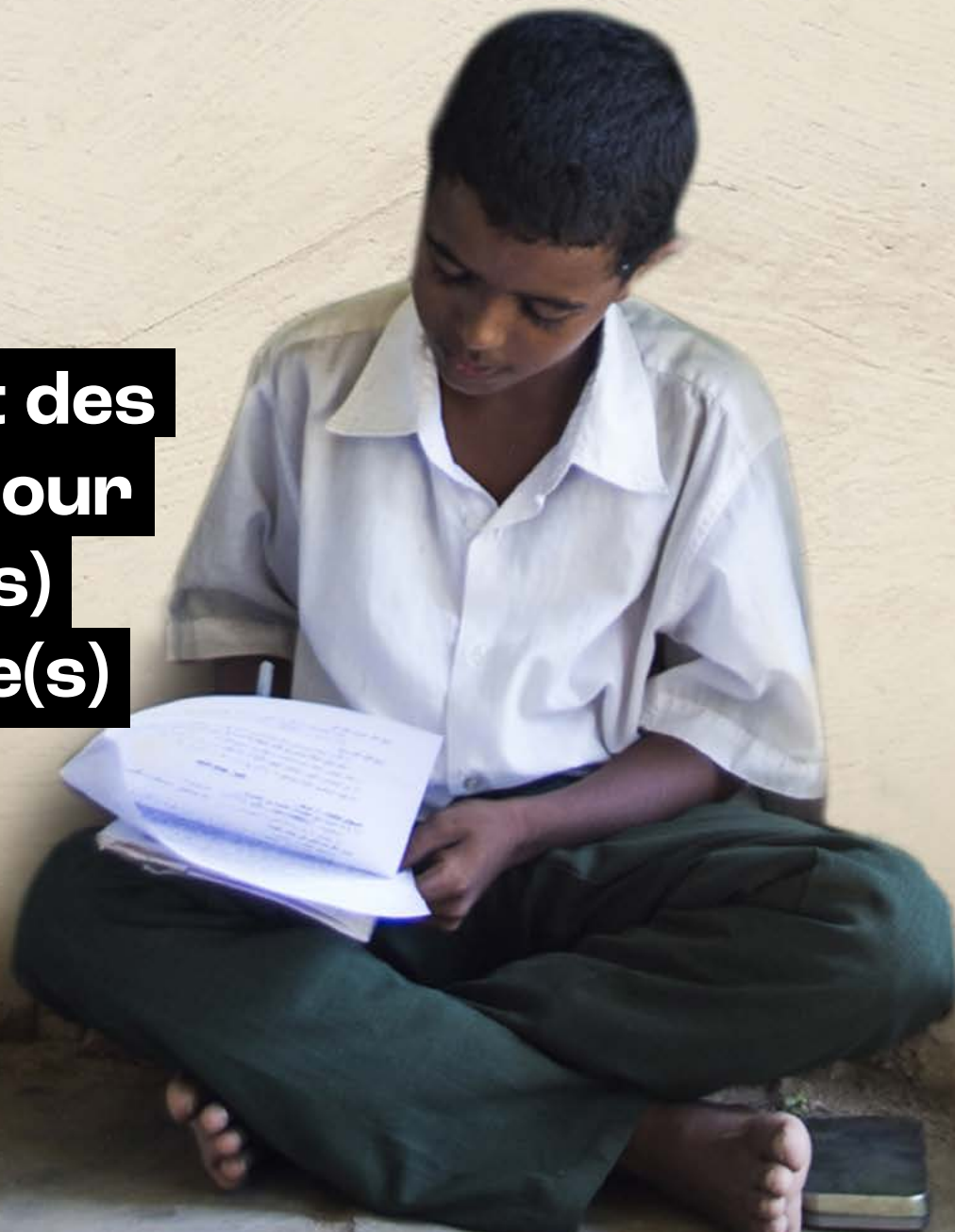


4D

Dialogue n° 3 : Éducation et développement des compétences pour le(s) dividende(s) démographique(s)

Dialogues sur les politiques de
gouvernement à gouvernement
sur la diversité démographique
et les dividendes

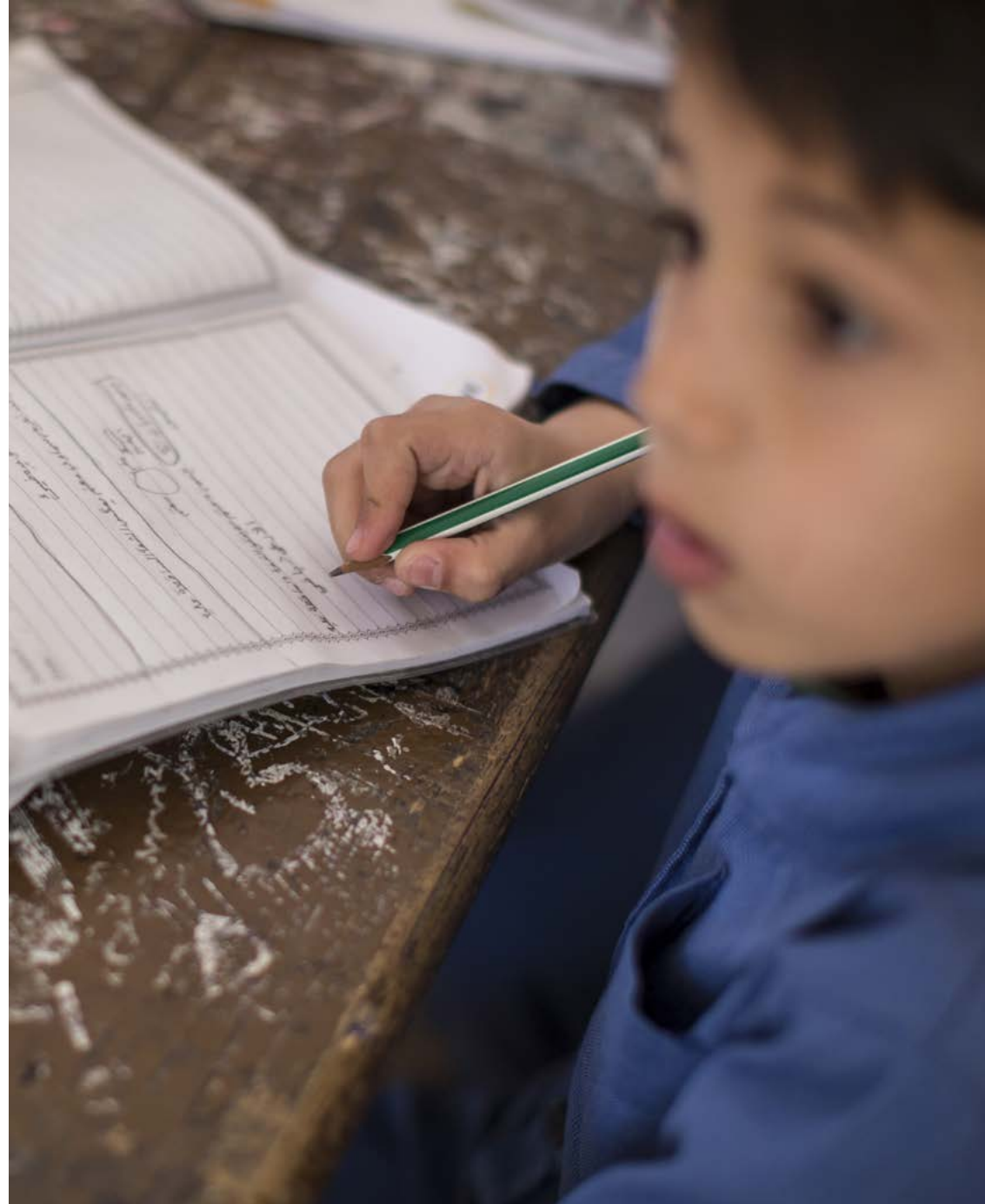


INTRODUCTION

« Nous pouvons tirer profit de l'investissement dans la jeunesse et transformer notre continent grâce à la croissance sociale et économique. Nous devons utiliser l'éducation et le développement des compétences pour aider les femmes et les jeunes à se prendre en charge. Ils sont les moteurs de l'avenir et d'une croissance durable du continent.

Hambani Masheleni, directeur du département de l'éducation,
Commission de l'Union africaine

L'accès universel à une éducation de qualité est une condition préalable indispensable pour permettre aux pays d'exploiter les dividendes démographiques. Les économies modernes ont besoin de compétences modernes et de la participation active et exempte de discrimination de tous les membres de la société en âge de travailler. Il est donc essentiel de garantir un accès équitable à une éducation de qualité dès l'école primaire et tout au long de la vie. La transition numérique peut être à l'origine d'une nouvelle croissance économique tout en facilitant l'éducation et la communication. La pandémie de COVID-19 a révélé des disparités criantes dans l'éducation, non seulement sur le plan technologique mais aussi sur le plan humain, les enseignants et les étudiants se retrouvant au cœur de systèmes qui ont du mal à prendre en charge des solutions en ligne et hors ligne.



Un événement en ligne organisé le 29 juin 2021 a permis à plus de 120 participants provenant de 51 pays de réfléchir à l'éducation et au développement des compétences en faveur des dividendes démographiques. Il s'agissait du troisième volet des **Dialogues des acteurs politiques gouvernementaux sur la diversité démographique et ses dividendes**. La série #The4DSeries s'appuie sur les discussions entamées lors du Sommet de Nairobi sur la CIPD25 (Conférence internationale sur la population et le développement), relativement aux politiques et pratiques auxquelles les pays peuvent avoir recours dans la planification démographique et celle du développement. Elle est hébergée par la Commission de l'Union africaine (CUA), le Fonds des

Nations Unies pour la population (FNUAP) et le gouvernement allemand. Un **événement de lancement** virtuel a été organisé le 5 octobre 2020. Il a été suivi du premier dialogue « **Données pour le(s) dividende(s) démographique(s)** » en novembre 2020, puis du deuxième dialogue « **Sécurité alimentaire et nutrition pour le(s) dividende(s) démographique(s)** » en mars 2021. L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a également apporté son appui à l'événement actuel consacré à l'éducation et au développement des compétences.

Six groupes de travail se sont penchés sur les leçons apprises et les initiatives actuelles relatives à la planification des politiques qui permettront d'exploiter la contribution de l'éducation à la réalisation des dividendes démographiques :

- mesurer la qualité de l'éducation ;
- promouvoir l'égalité ;
- décrochage au secondaire – qu'est-ce qui permet d'atténuer le problème ?;
- gérer les transitions entre l'école et le travail ;
- combler la fracture numérique ;
- apprentissage tout au long de la vie.

Cette brochure fournit un bref compte rendu du dialogue dans le but d'inspirer d'autres discussions sur les questions soulevées. Elle résume les points de vue d'un groupe diversifié de parties prenantes et présente certains des nombreux exemples nationaux évoqués lors de l'événement. Un document de réflexion préparé pour alimenter les discussions est disponible sur le lien suivant :

<https://bit.ly/3uMwPoa>.

« La plupart des pays du Sud possèdent une population jeune, nombreuse et en expansion, qui excède la population dépendante. Ces jeunes constituent un important potentiel de productivité qui ne pourra être réalisé que s'ils bénéficient d'une éducation appropriée, de compétences utiles et d'emplois décents leur permettant de planifier des parcours professionnels à succès. Si nous ne leur offrons pas ces conditions favorables, cela revient à gaspiller l'avantage démographique que cette jeunesse nous offre.

Sabina Dewan, PDG de JustJobs Network, New Delhi, Inde

RÉSUMÉ

L'évolution de la pyramide des âges d'un pays combinée à l'amélioration des niveaux d'éducation peut donner naissance à une main-d'œuvre plus importante et plus qualifiée, elle-même capable d'alimenter un dividende démographique – un sursaut de croissance économique. Toutefois, pour réussir à récolter un dividende démographique, les pays doivent commencer par élaborer des plans et des politiques de développement fiables et par réaliser des investissements opportuns afin de créer un environnement favorable à l'éducation, à la santé et aux opportunités économiques.



Ponctué par les interventions d'experts techniques, cet échange vivant sur la contribution de l'éducation aux dividendes démographiques a encouragé l'apprentissage mutuel, avec des exemples de bonnes pratiques provenant de pays variés. Plusieurs points d'intervention clés ont été identifiés :

- **Convaincre les décideurs que les investissements dans l'éducation** sont une condition sine qua non de toute perspective de dividende démographique et qu'une population active importante n'est utile que si elle a acquis des compétences lui permettant de contribuer à l'économie.
- **Utiliser l'éducation pour améliorer l'équité sociale et économique** en aidant les populations désavantagées et marginalisées (particulièrement les filles, les femmes et les handicapés) à se prendre en charge afin de développer leur plein potentiel.
- **Il est crucial que les apprenants poursuivent leur éducation** jusqu'à ce qu'ils puissent s'intégrer dans l'économie active avec des possibilités d'emplois décents.
- **Inciter les apprenants à retourner à l'école après une interruption** telle qu'une grossesse, en offrant, par exemple, des solutions de garde d'enfants sur site.
- **Encourager les apprenants à rester à l'école** en améliorant la transition entre l'école et le monde du travail, notamment par l'intermédiaire de partenariats avec le secteur privé.
- **Améliorer la qualité et l'équité de l'éducation**, par exemple en offrant un accès plus égalitaire aux outils numériques et à des opportunités d'éducation standardisées.
- **Renforcer les capacités de mesure et de contrôle de la qualité de l'éducation** afin d'orienter l'aide vers ceux qui en ont le plus besoin.
- **Diffuser largement les connaissances sur les supports numériques** destinés à la communication et à l'éducation qui ont vu le jour pendant la pandémie de COVID-19.
- **Lutter contre les multiples clivages de la fracture numérique**, depuis l'accès à l'électricité, à Internet et aux appareils jusqu'à la liberté d'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC) pour les filles.
- **Renforcer et reconnaître le rôle crucial des enseignants** qui sont les piliers de l'éducation.
- **L'apprentissage tout au long de la vie est essentiel pour tous**, non seulement pour compenser les lacunes de l'éducation formelle, mais aussi pour suivre le rythme de l'évolution de l'économie.

1. RETOUR AUX FONDAMENTAUX : MESURER LA QUALITÉ ET PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ

Dans l'éducation, la qualité et l'égalité sont étroitement liées. Il arrive trop souvent que les offres éducatives destinées aux segments les plus désavantagés de la population soient de moins bonne qualité, qu'il s'agisse des enseignants, des supports de formation ou des infrastructures, notamment de l'accès aux TIC. Ces populations apprennent alors moins de choses, ont moins accès à l'enseignement supérieur et aux bons emplois et ne peuvent pas contribuer autant au dividende démographique. Il est donc crucial que les pays surveillent étroitement la qualité de l'enseignement fourni dans toutes les écoles.

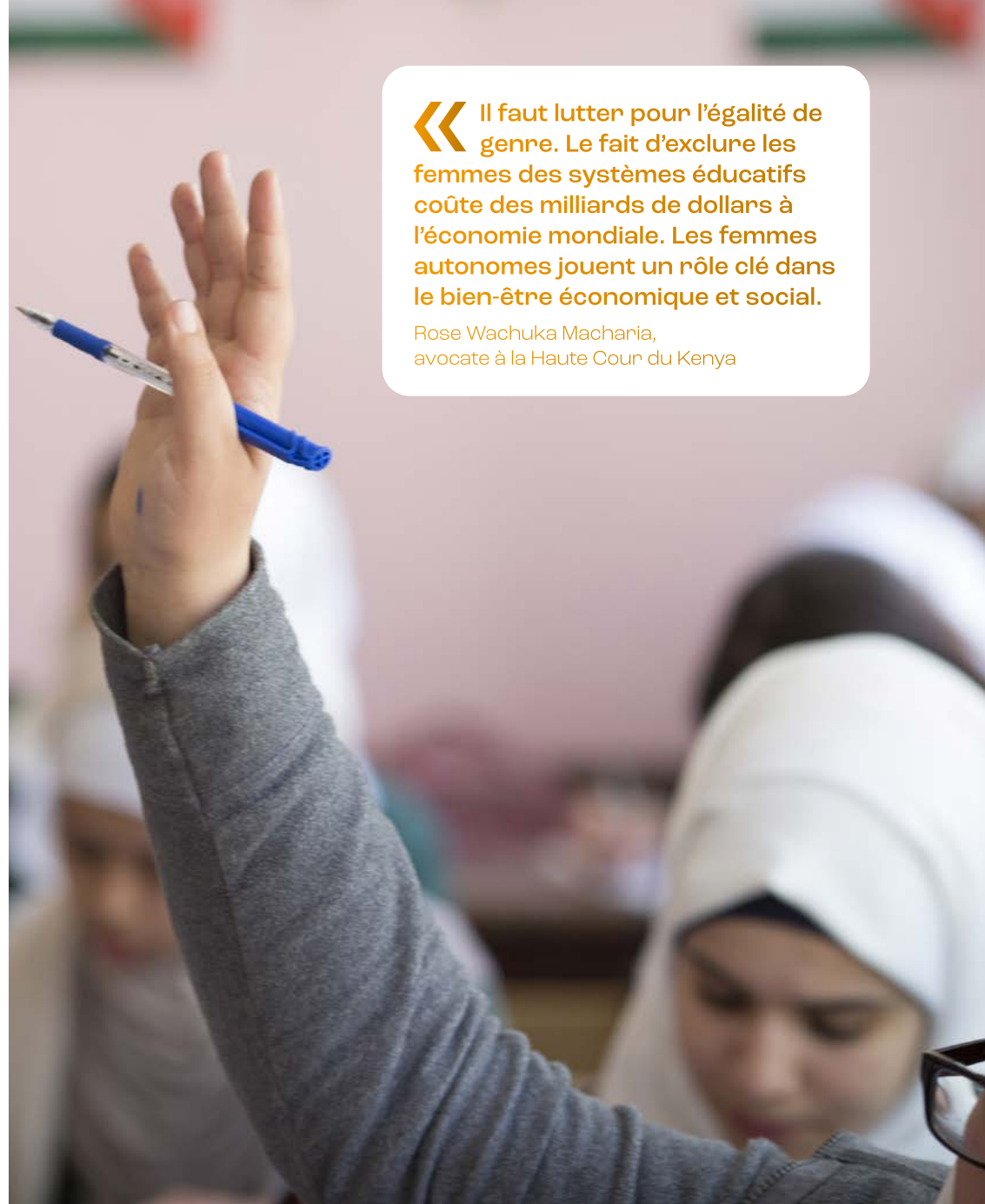
Le groupe de travail **Mesurer la qualité de l'éducation** convient que la surveillance doit aller bien au-delà des simples acquis de l'apprentissage en englobant des aspects tels que les infrastructures, le ratio d'élèves par enseignant, la qualification des enseignants, les programmes alimentaires des écoles et la pertinence des enseignements pour le marché du travail. Avec des données quantitatives, il est possible de mesurer des dimensions importantes telles que l'engagement, la motivation, les aptitudes à la vie quotidienne et le développement psychosocial des élèves.

Les systèmes d'information relatifs à la gestion de l'éducation doivent être connectés à d'autres sources de données telles que les systèmes d'information sur la santé ou la sécurité sociale, tout en étant étroitement alignés sur des outils et cadres de mesure internationaux et régionaux. Des chercheurs compétents sont nécessaires pour interpréter les données et guider les décideurs politiques. Mais le groupe convient qu'il est également important de mettre des informations et des données à la disposition des professionnels de l'éducation et de créer des plateformes pour faciliter le partage des résultats et les discussions entre tous les niveaux du système éducatif et au-delà.

Le suivi de la qualité sert de base au processus décisionnel et au ciblage de l'aide lorsque c'est nécessaire. Un financement adéquat est crucial pour renforcer les systèmes éducatifs et les rendre plus équitables. Le groupe de discussion **Promouvoir l'égalité** a identifié différentes formes d'inégalité dans l'éducation, par exemple entre les filles et les garçons, les personnes valides et handicapées ou les personnes ayant des antécédents socio-économiques différents. Ces inégalités ont été accentuées par la pandémie de COVID-19.

« Il faut lutter pour l'égalité de genre. Le fait d'exclure les femmes des systèmes éducatifs coûte des milliards de dollars à l'économie mondiale. Les femmes autonomes jouent un rôle clé dans le bien-être économique et social.

Rose Wachuka Macharia,
avocate à la Haute Cour du Kenya



► La **Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (CESA 16-25)** de l'Union africaine fournit un cadre complet pour guider les pays dans la préparation de projets éducatifs cohérents et efficaces. Elle a pour ambition d'aider les pays à se doter de ressources humaines « adaptées aux valeurs communes africaines » et donc aptes à inciter l'Afrique à accomplir son destin de « continent de l'avenir ». L'utilisation d'un cadre similaire permet aux différents pays de faciliter et de standardiser la planification sectorielle, d'utiliser des normes de qualité comparables et de garantir la comparabilité sur l'ensemble du continent.

« La qualité de l'éducation englobe tout ce qui a trait à l'enseignement. Les acquis de l'apprentissage, les méthodologies et les pratiques d'enseignement sont essentiels, mais, selon moi, la qualité doit également s'appliquer aux infrastructures, aux installations sanitaires, aux repas servis à l'école, à l'eau potable, etc. Pour offrir à la région (Afrique de l'Ouest et Afrique centrale) une vision commune et faciliter son travail, il serait judicieux de créer un indice global de qualité de l'éducation qui tiendrait compte des multiples dimensions de la qualité. Je pense même que cela serait crucial. La qualité n'est souvent mesurée que par les acquis de l'apprentissage.

Haritz Goya Lujambio, spécialiste de l'éducation, UNICEF Afrique de l'Ouest et Afrique centrale



Il est important de lutter contre les normes sociales qui favorisent l'exclusion basée sur le handicap (« capacitisme ») ou le genre. Des politiques et des recherches sur le handicap sont nécessaires pour initier le changement en faveur d'environnements d'apprentissage inclusifs, avec des écoles exemptes d'obstacles, des rampes pour les fauteuils roulants et un cursus inclusif offrant notamment des informations sur la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) adaptées aux élèves présentant des besoins spéciaux. Différentes approches permettent d'éliminer les disparités entre les garçons et les filles, par exemple, en offrant aux enseignants une formation sensible au genre, en incitant les filles à choisir les mêmes sujets que les garçons (y compris l'éducation sexuelle complète – ESC) dans leur cursus et en fournissant aux filles des soins pendant la grossesse et des opportunités de retour à l'école après la grossesse.

Le groupe convient que l'éducation peut être un facteur déterminant pour lutter contre les inégalités et « ne laisser personne de côté ». L'inclusion équitable des filles, des femmes, des handicapés et d'autres groupes vulnérables et marginalisés dans les systèmes éducatifs et, ultérieurement, dans l'économie, est essentielle pour atteindre le bien-être économique et social.

► En Afrique australe et en Afrique de l'Est, les initiatives qui font le lien entre éducation et SDSR visent à améliorer la qualité et l'inclusivité. Le projet « **School's Out** » a rassemblé des informations sur les meilleurs moyens de mettre en œuvre, de manière sensible et culturellement appropriée, des programmes scolaires favorisant la santé sexuelle et reproductive. Le but est de réunir les ministres de l'Éducation et de la Santé afin qu'ils trouvent des moyens de concrétiser ces idées et de répondre aux besoins des jeunes. Le projet « **Breaking the Silence** » du Conseil sud-africain de recherche médicale (South African Medical Research Council) cible spécifiquement les apprenants handicapés afin de leur fournir des services d'ESC et de SDSR.

► TPour promouvoir un accès équitable à l'éducation, Maurice a rendu la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans. Les écoles sont équipées de rampes, ce qui permet aux élèves handicapés d'y accéder sans problème. Toutes les écoles secondaires neuves possèdent des toilettes pour handicapés, tandis que les installations telles que les salles de musique, les salles informatiques, la bibliothèque ou le laboratoire de sciences sont situées au rez-de-chaussée.



2. GARDER LES APPRENANTS À L'ÉCOLE ET GÉRER LA TRANSITION ENTRE L'ÉCOLE ET LA VIE PROFESSIONNELLE

« L'absence d'incitations à l'éducation est un gros problème car il y a peu d'opportunités d'emploi. Tant que nous ne ferons pas le lien entre les investissements dans l'éducation d'une part et le développement économique et le développement du capital humain d'autre part, les jeunes continueront à se désintéresser de l'enseignement.

Bob Muchabaiwa, spécialiste des politiques sociales, UNICEF

Dans l'idéal, un parcours scolaire fait passer les jeunes d'une position de dépendance à une situation dans laquelle ils peuvent obtenir un emploi rémunéré dans l'économie de leur pays et jouer un rôle dans la réalisation de son dividende démographique. L'abandon scolaire est destructeur pour l'avenir du jeune mais aussi pour l'avenir de l'économie du pays. Dans les pays les moins avancés, de nombreux enfants quittent l'école avant d'avoir atteint le secondaire et seul un élève du secondaire sur cinq intègre l'enseignement supérieur. Il est essentiel d'évaluer les facteurs d'abandon et de trouver des solutions « qui fonctionnent ».

Le groupe de discussion **Décrochage au secondaire – qu'est-ce qui permet d'atténuer le problème ?** note que le taux d'abandon n'est pas uniforme entre les pays et au sein des pays. Il peut être la conséquence de nombreux problèmes multidimensionnels, tels que la qualité de l'éducation, la situation socio-économique du ménage, le niveau de réussite global du système éducatif, l'accès limité aux écoles ou les problèmes d'infrastructures. La dimension de genre joue un rôle important : des problèmes tels qu'une grossesse imprévue, un mariage précoce ou la violence fondée sur le genre peuvent conduire les filles à interrompre leur éducation, tandis que les garçons ont tendance à se détourner de l'école pour tenter de gagner de l'argent rapide et facile. Les investissements inéquitables dans les installations éducatives, les pratiques de société qui incitent à investir dans les garçons plutôt que dans les filles, ainsi que les cadres politiques défavorables, sont les principaux facteurs de l'absence de possibilités et d'incitations à poursuivre l'éducation.



► En Afrique du Sud, le projet « **Education: My Right! My Future** » (Éducation : mon droit ! Mon avenir), lancé par l'ONG MIET Africa en partenariat avec le ministère de l'Enseignement de base, a pour but de s'assurer que 30 000 filles déscolarisées, de 517 écoles principalement rurales, reprennent, suivent et terminent leur scolarité. Le projet est plus particulièrement axé sur les élèves à risque. Les enseignants bénéficient d'une formation en « sélection, identification, évaluation et appui » pour aider les apprenants confrontés à des difficultés.

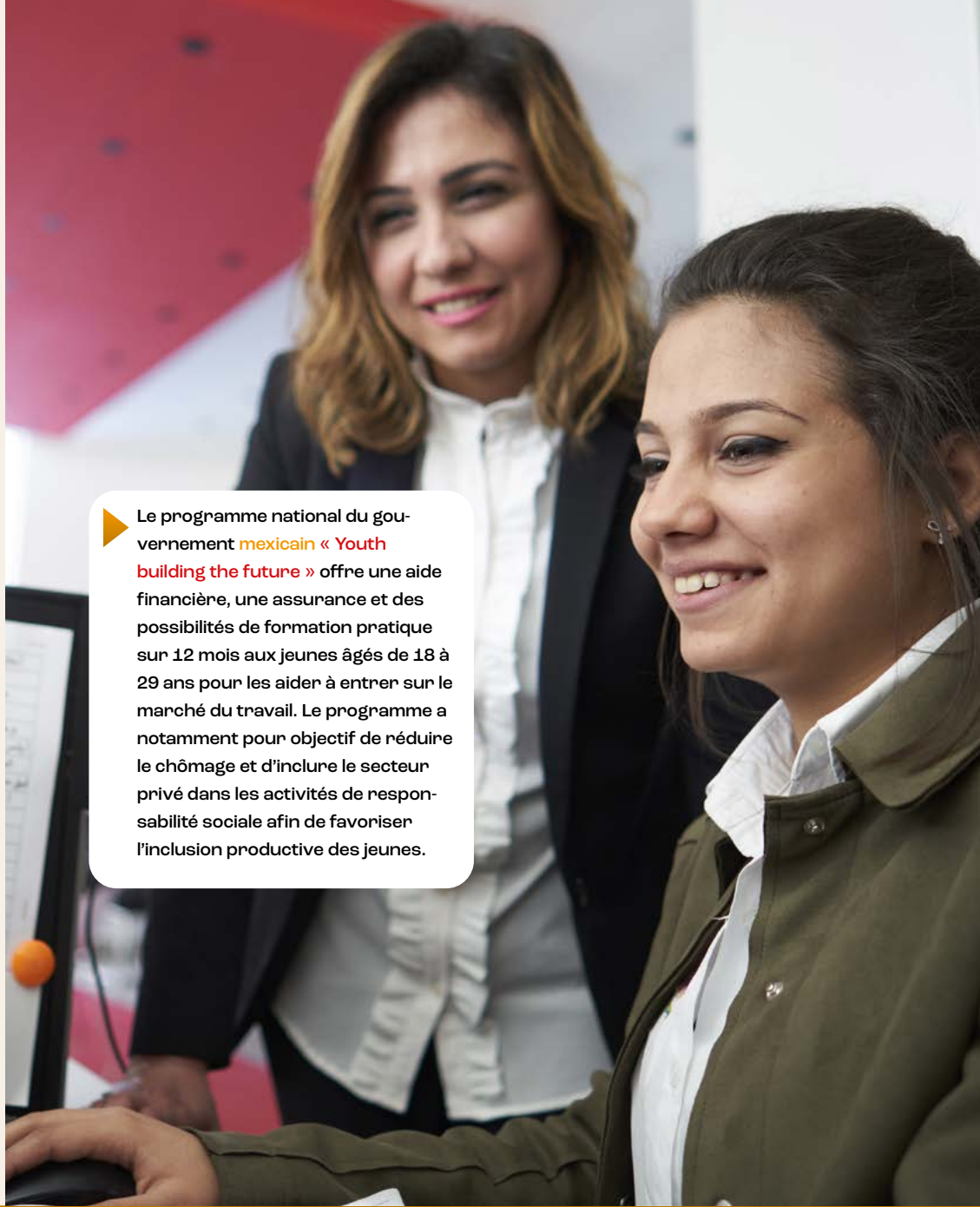
► À Arusha, en Tanzanie, une garderie gérée par l'organisation communautaire **Faraja Young Women Development Organization**, aide les filles à retourner à l'école après leur grossesse. Le centre fournit également des conseils psychologiques et juridiques et des solutions de formation professionnelle et de développement des compétences pour permettre aux jeunes femmes de se prendre en charge.

Pour prévenir l'abandon scolaire, il est notamment possible de verser des subventions pour pallier la pauvreté ou de nouer des alliances avec des ONG qui incitent les filles à poursuivre leur éducation malgré un mariage ou une grossesse précoce. Autres recommandations : créer des liens entre les écoles et les établissements de santé pour les services de SDSR ; garantir l'existence de politiques favorables et de programmes structurés pour réintégrer les filles enceintes ; soutenir l'accès à distance ; et inciter les leaders traditionnels et les communautés à intégrer l'appui aux populations les plus marginalisées, particulièrement en luttant contre les normes sociales et les problèmes de SDSR.

Pour inciter les apprenants à poursuivre leur formation, il faut faire le lien entre l'éducation d'une part, et l'emploi, le développement économique et le développement du capital humain d'autre part, par exemple en alignant les cursus sur les demandes des apprenants ou en insistant sur l'apprentissage tout au long de la vie. De nombreux pays sont confrontés au chômage de masse des jeunes. Les diplômés chômeurs deviennent alors un poids pour l'économie au lieu de contribuer au dividende démographique. Le groupe de discussion **Gérer les transitions entre l'école et le travail** a tenté de réfléchir à des moyens de renforcer le lien fragile mais crucial entre la scolarité et la participation active à une économie robuste. Le problème très répandu du décalage entre les compétences enseignées et les besoins d'emploi est encore compliqué par l'évolution de plus en plus rapide de l'économie. Celle-ci a, en effet, besoin de nouveaux emplois qui étaient encore inconnus quelques années auparavant. Même à des stades ultérieurs de la vie, les innovations qui émergent dans l'industrie et le commerce obligent les individus à absorber rapidement de nouvelles connaissances et à se reconvertir. Cela signifie que, même si des bases solides en alphabétisation et en apprentissage du calcul sont nécessaires, les jeunes doivent surtout acquérir des compétences, des attitudes et des comportements qui leur permettent de s'adapter rapidement à l'évolution des environnements professionnels.

Les participants notent que l'option qui consiste à apprendre aux diplômés à lancer leurs propres entreprises (et donc à créer de nouveaux emplois) n'est pas la panacée : il peut être aussi difficile de trouver des clients qu'il le serait de trouver un emploi. Créer et conserver une entreprise est une opération onéreuse et difficile, qui nécessite un contexte culturel, économique et personnel bien spécifique.

Des transformations urgentes et profondes sont nécessaires au niveau des systèmes et des programmes éducatifs pour préparer les apprenants aux emplois de demain. Les établissements d'enseignement doivent sortir de leurs tours d'ivoire et commencer à échanger de manière dynamique avec les acteurs économiques. Il est indispensable de réaliser des études approfondies tant sur la population jeune que sur le marché du travail afin de savoir non seulement quels sont les besoins actuels, mais aussi quelles compétences seront recherchées dans 10 ans. Il faut anticiper les besoins futurs au lieu de passer son temps à courir après le train des besoins actuels.



Le programme national du gouvernement mexicain « **Youth building the future** » offre une aide financière, une assurance et des possibilités de formation pratique sur 12 mois aux jeunes âgés de 18 à 29 ans pour les aider à entrer sur le marché du travail. Le programme a notamment pour objectif de réduire le chômage et d'inclure le secteur privé dans les activités de responsabilité sociale afin de favoriser l'inclusion productive des jeunes.



3. RÉDUIRE LA FRACTURE NUMÉRIQUE ET FAVORISER L'APPRENTISSAGE TOUT AU LONG DE LA VIE : QUESTIONS TRANSVERSALES POUR L'ÉDUCATION ET LE DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE

« La pandémie nous a aidés à repenser le rôle des enseignants qui consiste à coacher, faciliter et inspirer. Elle nous a également montré que la technologie n'est pas la panacée. Elle peut être très utile à condition de faciliter les liens entre les êtres humains.

Maria Barron, équipe Technologie de l'Éducation de la Banque mondiale

Comme dans tous les autres aspects de la vie, l'accès aux TIC et la maîtrise des TIC ont émergé comme un facteur supplémentaire d'inégalité dans l'éducation. De nombreux pays sont toujours en train d'essayer de faire évoluer leur lourde paperasserie administrative vers le numérique et la pandémie de COVID-19, en obligeant la planète entière à remplacer les communications en présentiel par des échanges virtuels, a cruellement mis au jour les « fractures numériques » que ces pays s'efforcent de surmonter.

Le groupe de discussion **Comblant la fracture numérique** note qu'il existe, en fait, différentes « fractures », qui peuvent être techniques ou sociales. La difficulté d'accès à l'énergie, à Internet, aux ordinateurs, aux téléphones portables, aux tablettes et à d'autres appareils crée des entraves à l'apprentissage électronique, particulièrement chez les populations pauvres et marginalisées. Les enseignants eux-mêmes doivent disposer des compétences nécessaires pour pouvoir enseigner à distance. Certains parents sont réticents à l'idée d'autoriser leurs enfants, particulièrement les filles, à accéder à Internet. Les filles sont donc souvent doublement marginalisées : par les stéréotypes de genre et par la fracture numérique. Lorsque les filles ont accès à des outils d'enseignement numérique, elles ont davantage de chances d'acquérir les compétences qui seront demandées dans les emplois du futur et d'améliorer leur autonomie financière tout en contribuant à un dividende démographique pour leur pays.



▶ Le **Passeport d'apprentissage** est une nouvelle solution conçue pour combler les lacunes d'apprentissage liées à la pauvreté. Délivré par l'Unicef et géré par Microsoft, le passeport se présente sous la forme d'une plateforme technologique en ligne, mobile et hors-ligne qui permet un apprentissage flexible et de qualité. Il a pour but d'offrir aux enfants, aux jeunes et aux enseignants du monde entier un accès continu à la formation et d'améliorer leurs acquis de l'apprentissage en les aidant à intégrer d'autres parcours de formation ou d'opportunité, y compris l'éducation formelle.

Toutefois, la pandémie a également ouvert des possibilités de formation et de progression grâce à l'utilisation accrue de la communication numérique. Les éducateurs expliquent que la communication entre les pays a fortement augmenté ces derniers mois, favorisant les échanges sur les réussites, les ressources et les approches stratégiques. Les enseignants reçoivent des instructions sur l'utilisation des nouveaux outils et technologies, ce qui leur permet, par exemple, d'enregistrer des vidéos qui sont ensuite diffusées à la télévision et à la radio ainsi que sur les ordinateurs. Des tablettes regorgeant de ressources sont distribuées aux élèves. Les appli-

« Nous sommes tous prisonniers de l'idée selon laquelle l'éducation est réservée aux enfants. Pourtant, chacun apprend de sa naissance à sa mort.

Shirley Walters, université du Cap occidental, Afrique du Sud

cations de messagerie sont devenues un outil important qui permet aux enseignants et aux élèves de rester en contact. La pandémie a également révélé que la technologie est particulièrement utile lorsqu'elle facilite les relations entre les êtres humains, particulièrement pour l'enseignant qui est censé guider, motiver et inspirer.

Un domaine dans lequel la technologie numérique est très prometteuse est l'apprentissage tout au long de la vie. Le fait qu'une part considérable de la population du monde, riche ou pauvre, ait actuellement accès à des appareils mobiles ouvre la voie à d'innombrables possibilités d'apprentissage et de communication. Le groupe de discussion **Apprentissage tout au long de la vie** souligne que l'apprentissage tout au long de la vie, lorsqu'il se fait sous la forme d'un investissement dans le capital humain après l'école, contribue à la fois au dividende démographique généré par les personnes en âge de travailler et à un deuxième dividende potentiel provenant des économies des personnes retraitées.

Quel que soit l'âge, le niveau d'instruction fait partie des principaux indicateurs de croissance économique globale. Il est donc essentiel de mettre en place une vision holistique et contextuelle de l'apprentissage. L'éducation formelle, l'éducation non formelle et l'éducation informelle doivent être considérées comme faisant partie d'un tout. L'apprentissage tout au long de la vie nécessite des investissements non seulement dans l'éducation primaire, secondaire et universitaire, mais aussi dans les collèges communautaires, la formation industrielle et les cours du soir, afin d'offrir aux adultes de tous âges la possibilité de suivre une formation professionnelle ou un apprentissage, que ce soit pour se remettre à niveau ou pour se préparer à l'avenir. L'éducation en ligne et l'apprentissage à distance permettent aux élèves de tous âges d'apprendre à leur propre rythme et lorsque cela leur convient et touchent donc des individus qui seraient, sans cela, dans l'impossibilité de poursuivre leur éducation. Cela permet d'améliorer la diffusion des compétences et le niveau d'employabilité dans différents secteurs.

Plusieurs aspects ont été évoqués, notamment la nécessité de mettre en place des systèmes plus flexibles pour faciliter la reconnaissance des formations antérieures, particulièrement pour les migrants et les réfugiés : l'utilisation de leurs compétences est bénéfique pour les migrants eux-mêmes mais aussi pour le

pays de destination qui peut en récolter le dividende démographique. Le secteur informel joue également un rôle significatif dans l'apprentissage tout au long de la vie, par exemple au travers de stages d'apprentissage informels. Là aussi, il est essentiel de lutter contre l'inégalité de genre en offrant aux femmes un accès équitable aux opportunités d'apprentissage et d'emploi, par exemple en proposant des services de transport vers les programmes éducatifs, des environnements d'enseignement sécurisés, des repas à l'école, des hébergements et des horaires flexibles. Face à l'explosion des offres d'apprentissage numérique qu'a engendré le COVID-19, il est crucial d'apporter aux individus les capacités leur permettant de les comprendre et de les utiliser afin qu'ils puissent choisir les formations les plus pertinentes et prendre des décisions de carrière à long terme.

L'objectif est de mettre en place un environnement de formation complet et motivant pour chacun. Dans les parcours de vie, il est important de tenir compte de ce que le marché du travail offre aux jeunes adultes mais aussi aux travailleurs plus âgés. Les politiques doivent être coordonnées en faveur de toutes les parties prenantes. L'apprentissage tout au long de la vie consiste à commencer tôt et à ne jamais s'arrêter.



► Grâce à la création d'un mécanisme alternatif qui apporte davantage de flexibilité aux critères habituels, le gouvernement de **Colombie** a pris des mesures importantes pour éliminer les obstacles auxquels sont confrontés les migrants lorsqu'ils tentent de faire valider leurs diplômes d'enseignement supérieur obtenus à l'étranger. En outre, le Permis spécial de permanence (PEP) pour la formation et la reconnaissance des apprentissages antérieurs a pour but de régulariser la situation des migrants qui n'ont pas de document d'identification valide en Colombie et qui ont été sélectionnés pour participer à des programmes de formation technique ou qui veulent recevoir une équivalence pour leurs formations et compétences antérieures.

CONCLUSION

En apportant leur soutien à l'éducation pour tous, les gouvernements et les partenaires investissent dans un domaine clé pour exploiter les dividendes démographiques et réaliser les objectifs de développement durable. Améliorer la qualité et l'accès équitable aux opportunités éducatives, prendre des mesures pour garder les apprenants à l'école et faciliter leur transition vers l'économie active, et promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie ainsi que l'alphabétisation et les solutions numériques à grande échelle sont autant de contributions essentielles au développement du capital humain.

« Le message principal est le suivant :
il faut du temps pour changer les
systèmes éducatifs. Si nous voulons avoir
un impact, si nous voulons engranger des
dividendes démographiques, nous devons
commencer immédiatement. »

Dr Nina Jude, professeure en sciences de l'éducation,
université de Heidelberg



Publié par :
Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société
Bonn et Eschborn, Allemagne

Initiative Sectorielle Dynamiques Démographiques, Santé et Droits Sexuels et Reproductifs
Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60 - 0
F +49 228 44 60 - 17 66

E demografie@giz.de
I www.giz.de/en

Auteur : Dr. Mary White-Kaba, Montréal

Conception/Maquette : DIAMOND media GmbH, Neunkirchen-Seelscheid

Crédits photos/Sources :
GIZ/ZUMHOO STUDIOS; GIZ/Thomas Imo/photothek.net; GIZ/Ala Kheir; GIZ/Ursula Meissner; GIZ/Oliver Girard;
GIZ/Sabrina Asche; GIZ/David Degner; GIZ/Dirk Ostermeier; GIZ/Ursula Meissner; GIZ/Markus Kirchgessner

Sur mandat du
Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
Division Politique démographique, protection sociale

Bonn, 2021